

18.3 Industrie automobile

Entre 2016 et 2017, selon les sources du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), la production mondiale de l'**industrie automobile**, mesurée par le nombre de véhicules produits, progresse de 2,4 % à 97,4 millions d'unités, soit 2,3 millions d'unités supplémentaires. En France, la production augmente de 7 % pour s'établir à 2,2 millions de véhicules en 2017. Les 10 premiers constructeurs mondiaux en terme de production totalisent 70 % de la production mondiale. Les groupes français Renault et PSA, qui figurent aux 9^e et 10^e rangs de ce classement, représentent 8 % de la production mondiale en 2017, soit 1 point de plus qu'en 2016. Avec 7,8 millions de **voitures particulières** et **véhicules utilitaires légers** en 2017, leur production augmente de 17 % par rapport à 2016, profitant de la reprise du marché européen entamée en 2014. Globalement, depuis 2014, la croissance du chiffre d'affaires des groupes français est robuste et leur poids dans la construction automobile mondiale progresse avec l'élargissement de leur périmètre en 2017. Ainsi, Lada a intégré le groupe Renault le 1^{er} janvier 2017 et Opel le groupe PSA le 1^{er} août 2017.

Le marché automobile mondial, mesuré par les **immatriculations** de véhicules, poursuit sa vive croissance en 2017 (+ 3 %), établissant ainsi un nouveau record pour la huitième année consécutive. Les immatriculations ont progressé dans l'ensemble des zones à

l'exception de l'Afrique. Les immatriculations de voitures particulières neuves augmentent de 2 %. Le marché allemand conserve le premier rang européen, en hausse de 3 %, suivi par le Royaume-Uni (- 6 %), la France (+ 5 %) et l'Italie (+ 8 %). La hausse des immatriculations en France concerne les voitures essence, hybrides et électriques. Pour la première fois depuis 2000, la part des immatriculations de voitures essence dépasse celle des voitures diesel. Celle-ci se replie depuis 2013 et passe sous la barre des 50 % en 2017. Elle reste néanmoins supérieure à la moyenne de l'Union européenne (UE) à 15 (hors les pays entrés dans l'UE à partir de 2004).

En 2017, en France, les exportations de produits automobiles accélèrent nettement, bénéficiant du redressement du marché européen, et plus particulièrement des marchés allemand, belge et espagnol. Les importations décèlent légèrement mais continuent à progresser plus vite que les exportations. Elles ont particulièrement profité aux marques Dacia (filiale du groupe Renault), Seat, Skoda et Mercedes, grâce à leurs petites voitures citadines. Au total, le déficit extérieur des produits automobiles se creuse en 2017, pour la 5^e année consécutive. Il s'établit à - 8,2 milliards d'euros (Md€), après - 7,3 Md€ en 2016. Les premiers clients des voitures particulières neuves restent la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. Le premier importateur est l'Allemagne. ■

Définitions

Industrie automobile : concerne aussi bien les constructeurs de voitures particulières, de véhicules de loisir, de véhicules utilitaires que les équipementiers spécialisés, les carrossiers, les assembleurs ou les prestataires de services d'aménagement de véhicules automobiles. Cette activité intègre donc la filière complète, y compris moteurs et organes mécaniques en amont, dès lors qu'ils sont principalement destinés à des véhicules automobiles. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Voiture particulière : bien durable que le ménage achète, utilise, entretient et revend éventuellement sur le marché de l'occasion.

Immatriculation, profilage, taux d'autofinancement, taux de marge, taux d'investissement, unité légale, véhicule utilitaire léger : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2018.
- « L'industrie automobile française », *Analyse et statistiques* édition 2018, CCFA, septembre 2018.
- « Les comptes des transports en 2017 – 55^e rapport de la Commission des comptes des transports de la Nation », *Datalab* n° 42, SDES, août 2018.
- « L'industrie manufacturière en 2017 – Des créations d'emploi malgré une croissance en demi-teinte », *Insee Première* n° 1706, juillet 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Principaux ratios du secteur automobile en 2016

	en %
	2016
Taux de valeur ajoutée (VAHT/CAHT)	16,3
Taux d'exportation (exportations/CAHT)	59,5
Taux de marge	29,3
Taux d'investissement	16,2
Taux d'autofinancement	166,6
Intensité capitalistique ¹ (en milliers d'euros)	317,8
Frais de personnel par salarié (en milliers d'euros par EQTP ²)	64,6

1. Immobilisations corporelles/effectifs salariés en EQTP.

2. Équivalent temps plein.

Champ : unités légales et entreprises profilées.

Source : Insee, Esane.

Immatriculations de voitures particulières neuves selon le constructeur

	2016		2017	
	en milliers		en %	
Voitures de marques françaises	1 078	1 151	54,5	
dont : PSA Peugeot Citroën Opel ¹	559	617	29,2	
Renault	518	534	25,3	
Voitures de marques étrangères	937	960	45,5	
Total des immatriculations	2 015	2 111	100,0	

1. Opel appartient au Groupe PSA depuis le 1^{er} août 2017.

Champ : France métropolitaine.

Source : CCFa.

Immatriculations de voitures particulières neuves par type d'énergie

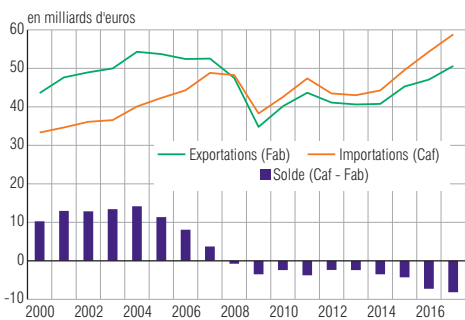
	2016		2017	
	en milliers		en %	
Essence	883	1 004	47,6	
Diesel	1 050	998	47,3	
Hybride ¹	58	82	3,9	
Bicarburant (essence ; GPL ; GNV)	0	1	0,0	
Autres ²	23	26	1,2	
Total	2 015	2 111	100,0	

1. Véhicule dont la propulsion est assurée par l'énergie provenant d'un carburant et d'une batterie ou tout autre dispositif de stockage d'énergie électrique. 2. Superéthanol, gaz naturel pour véhicule (GNV), électricité.

Champ : France métropolitaine.

Source : CCFa.

Commerce extérieur des produits automobiles de 2000 à 2017



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Production mondiale des constructeurs français d'automobiles en 2017

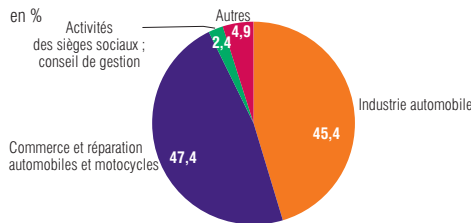
	2017	17/16 en %	dont production en France
Voitures particulières	6 884	19,1	1 436
PSA Peugeot Citroën	3 162	16,1	1 014
Renault	3 722	21,7	423
Véhicules utilitaires légers (jusqu'à 5 tonnes)	910	3,3	471
PSA Peugeot Citroën	488	13,5	124
Renault	432	-4,5	356
Véhicules industriels (plus de 5 tonnes)¹	34	6,6	...

1. À partir de 2012, le périmètre des véhicules industriels porte sur les facturations de 7 tonnes et plus.

Champ : constructeurs français. Note : PSA Peugeot Citroën comprend Peugeot, Citroën, DS et depuis le 1^{er} août 2017 Opel. Renault comprend Dacia, Renault Samsung Motors, Alpine et depuis le 1^{er} janvier 2017 Lada.

Source : CCFa.

Répartition du chiffre d'affaires hors taxes du secteur automobile par branche d'activités en 2016



Champ : unités légales et entreprises profilées.

Source : Insee, Esane.

Immatriculations de voitures particulières neuves dans quelques pays de l'UE en 2017

	2017		17/16 en %	Part du diesel en %
	en milliers	en %		
Allemagne	3 441	22,8	2,7	38,7
Autriche	353	2,3	7,2	49,7
Belgique	547	3,6	1,3	46,5
Bulgarie	34	0,2	19,8	...
Croatie	51	0,3	15,1	...
Danemark	222	1,5	-0,6	35,0
Espagne	1 235	8,2	7,7	48,4
Estonie	26	0,2	11,4	...
Finlande	119	0,8	-0,3	30,6
France¹	2 111	14,0	4,7	47,3
Grèce	88	0,6	11,7	44,3
Hongrie	116	0,8	20,4	...
Irlande	131	0,9	-10,4	65,2
Italie	1 970	13,0	7,9	56,3
Lettonie	17	0,1	2,1	...
Lituanie	26	0,2	27,4	...
Luxembourg	53	0,3	4,4	54,0
Pays-Bas	415	2,7	8,4	17,5
Pologne	484	3,2	15,8	...
Portugal	222	1,5	7,1	61,3
Rép. tchèque	272	1,8	4,6	...
Roumanie	105	0,7	10,7	...
Royaume-Uni	2 541	16,8	-5,7	42,0
Slovaquie	96	0,6	8,9	...
Slovénie	63	0,4	6,1	...
Suède	379	2,5	1,9	48,4
UE²	15 115	100,0	3,3	44,8

1. France métropolitaine. 2. UE à 15 pays pour la part du diesel.

Note : données non disponibles pour Chypre et Malte.

Sources : ACEA ; CCFa.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique
« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2		Transport	1 451	3,1	2,8	
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Mobilier, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
 2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

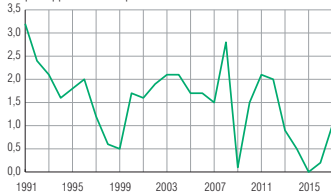
Hausse		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales